

Le prix d'un T-shirt

Les vêtements sont considérés comme des biens de consommation importants. Cette «coquetterie» a pourtant ses côtés sombres, puisque quelque 30 millions d'employés de l'industrie textile triment chaque jour pour un salaire de misère. Présentation d'un secteur dans lequel travailler rime encore avec exploitation.

TEXTE CHRISTA LUGINBÜHL ET GÉRALDINE VIRET / DÉCLARATION DE BERNE REVUE VERS UN DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE 211-SEPTEMBRE 2010

Dans de nombreux pays du Sud, l'industrie textile est l'un des pivots de l'exportation. Au Bangladesh, par exemple, plus de 80% des exportations proviennent du secteur textile, de l'habillement et de l'industrie de la chaussure. Au Sri Lanka, près de 40% concernent ces branches d'activité. Cette dépendance face à l'afflux d'argent des pays industrialisés est lourde de conséquences. Les salaires de misère peuvent être négociés et font partie des avantages mis en avant pour attirer les investisseurs vers un lieu de production. De nombreux gouvernements du Sud se livrent ainsi une concurrence acharnée aux salaires les plus bas. Pratique une politique de dumping social, ils fixent le salaire minimum légal au-dessous du salaire de subsistance.

Des salaires de misère

Au Sri Lanka, en Inde, au Cambodge ou en Chine, les couturières (1) doivent survivre avec un salaire d'environ 2 dollars par jour, une somme dérisoire qui, dans la plupart des pays, ne permet pas de vivre dignement. De plus, les salaires minimums ne sont pas régulièrement indexés sur l'inflation et perdent encore ainsi en pouvoir d'achat. Même garantis sur le

papier, les salaires minimums ne sont pas toujours payés et les employeurs n'hésitent pas à falsifier les documents de contrôle des salaires, afin de contourner la loi. Les indemnités prévues pour les heures supplémentaires sont, elles aussi, régulièrement soustraites aux ouvrières et le faible taux de syndicalisation contribue à faire des salaires minimums légaux les revenus maximums dans l'industrie textile. Dans les faits, seuls les employés les plus qualifiés perçoivent réellement le salaire minimum légal.

Une violation des libertés syndicales

Les syndicats sont essentiels à l'amélioration des conditions de travail. Pourtant, bien que garanties par la loi, les libertés syndicales sont régulièrement entravées par les entreprises et les Etats, qui voient d'un mauvais œil le fait que les travailleurs s'organisent et luttent ensemble pour leurs droits. Dans l'industrie textile, on estime que moins de 10% des usines sont organisées en syndicat. En Asie, moins de 15% des ouvriers – tous secteurs confondus – bénéficient d'une convention collective de travail, un pourcentage qui chute jusqu'à moins de 5% dans certains pays. Dans la plupart des Etats membres de l'Union européenne, 70% ou plus des employés bénéficient d'un contrat de travail régi par



Où va l'argent d'un T-shirt vendu 44 dollars aux Etats-Unis?

60 à 65%
COÛTS ET BÉNÉFICES DU DÉTAILLANT, TAXES LIÉES À LA VENTE

14 à 18%
COÛTS ET BÉNÉFICES DE LA MARQUE

4 à 6%
CHARGEMENT, FRAIS DE DOUANE ET TRANSPORT

5 à 7%
FRAIS GÉNÉRAUX ET BÉNÉFICES DE L'USINE

9 à 13%
MATÉRIAUX

0,5 à 3%
MAIN-D'ŒUVRE

une convention collective (2). La campagne Clean Clothes (CCC) a récolté de nombreux témoignages, récits courageux attestant du climat de répression qui règne dans les usines en Asie. Une ouvrière au Bangladesh raconte: «Si la direction s'aperçoit que tu es engagée dans une quelconque activité syndicale, il est clair que tu seras licenciée dans les jours suivants. Comme la direction a ses informateurs, nous ne parlons plus de syndicats.»

Les victimes de la mode

Plus de 80% des personnes employées dans l'industrie textile sont des femmes. La plupart sont jeunes et n'ont pas reçu de véritable formation. Beaucoup ont dû quitter leur campagne natale pour trouver du travail en ville. Elles sont particulièrement vulnérables face au déni de leurs droits, dont elles n'ont souvent pas connaissance. Travail sous-payé, horaires de nuit, mauvaise protection en cas de maternité et harcèlement sexuel, font partie de leur triste quotidien. Contraintes de faire d'innombrables heures supplémentaires pour tenter de joindre les deux bouts, les

ouvrières de l'industrie textile finissent souvent pas contracter des dettes. Dans une situation précaire, elles souffrent généralement de malnutrition et ne bénéficient pas d'un accès suffisant aux soins médicaux. Ces femmes et leur famille sont extrêmement vulnérables face au chômage. Forcées de travailler des années durant dans des pièces surpeuplées, mal ventilées et peu éclairées, elles sont exposées à la poussière et aux produits chimiques. Les personnes qui ne sont plus en mesure de tenir le rythme sont licenciées ou forcées de quitter leur poste. Trop souvent, elles se retrouvent totalement démunies, sans compensation financière d'aucune sorte. Celles qui résistent à ces conditions de travail inhumaines ne gagnent cependant pas de quoi échapper au cercle vicieux de la pauvreté.

1) Dans l'industrie textile, la majorité des employés sont des femmes. C'est pourquoi nous avons choisi de varier entre le masculin et le féminin.

2) «Asia Floor Wage Report» (2009), «Miller» (2008) et «Global Wage Report ILO» (2008/2009).

Guide de poche gratuit «Pour une mode éthique»